

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique,  
de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur de l'Enseignement de promotion sociale  
et de la Recherche scientifique,  
Mme Fr. DUPUIS

—  
VERTALING

N. 2001 — 2313

[C — 2001/29335]

**12 JULI 2001.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bevoegdheidsdelegatie bedoeld in artikel 24, § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 24, § 2bis;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E., van de Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs, van de Minister van Hoger Onderwijs, van Onderwijs voor Sociale Promotie en van Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2001,

Besluit :

**Artikel 1.** Delegatie wordt verleend aan de ministers bevoegd voor Onderwijs, om aan de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs de ingebrekestelling toe te sturen die bedoeld is in artikel 24, § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, van Onderwijs voor Sociale Promotie en van Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS



F. 2001 — 2314

[C — 2001/29334]

**19 JUILLET 2001.** — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment les articles 6, § 3, 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 11, § 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2001;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre aux établissements scolaires qui accueillent des élèves primo-arrivants de bénéficier dès que possible des mesures d'aide prévues par le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 31.977/2/V, donné le 17 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 juillet 2001,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les établissements scolaires qui souhaitent organiser une classe-passerelle en application du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française en font la demande pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'organisation d'une classe-passerelle est envisagée.

La demande est motivée et comprend, notamment, les éléments suivants :

- 1<sup>o</sup> le projet d'accueil, d'orientation et d'insertion des élèves primo-arrivants;
- 2<sup>o</sup> l'expérience éventuelle de l'établissement scolaire dans ce domaine;
- 3<sup>o</sup> les collaborations éventuelles avec d'autres établissements scolaires;
- 4<sup>o</sup> l'accessibilité de l'établissement scolaire pour les élèves primo-arrivants.

La demande est adressée à la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

§ 2. Dans l'hypothèse où, en application de l'article 6 du décret du 14 juin 2001 précité, l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire est requis, ceux-ci rendent cet avis avant le 1<sup>er</sup> avril. ils le transmettent sans délai à la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

§ 3. Avant le 1<sup>er</sup> mai, le Directeur général de l'enseignement obligatoire transmet une proposition d'ensemble au Gouvernement qui arrête sa décision.

**Art. 2.** Le conseil d'intégration visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 14 juin 2001 précité est composé, outre de la direction de l'école, des enseignants en charge de la classe-passerelle, des titulaires des classes du cycle correspondant à l'âge de l'élève et des instituteurs/institutrices chargé(e)s du cours d'adaptation à la langue de l'enseignement.

Le conseil d'intégration consulte avant toute décision les personnes qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à l'égard de l'élève primo-arrivant.

il associe à ses délibérations, avec voix consultative, au moins un membre du centre psycho-médico-social lorsque celui-ci a participé à l'accueil, l'orientation et l'insertion de l'élève primo-arrivant dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 3.** Le modèle de l'attestation d'admissibilité visée à l'article 11, § 4, du décret du 14 juin 2001 précité est fixé en annexe 1.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, pour l'année scolaire 2001-2002, les établissements scolaires qui souhaitent organiser une classe-passerelle introduisent une demande motivée, par lettre recommandée, auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, avant le 31 juillet 2001.

Dans l'hypothèse où, en application de l'article 6 du décret du 14 juin 2001 précité, l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire est requis, ceux-ci rendent cet avis avant le 23 août 2001. ils le transmettent sans délai à la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Le Directeur général de l'enseignement obligatoire fait une proposition d'ensemble au Gouvernement qui arrête sa décision.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets au 15 juin 2001.

**Art. 6.** Le Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions et le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
J.-M. NOLLET,

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

## Annexe 1

## COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

## ATTESTATION D'ADMISSIBILITE

Dénomination du siège de l'établissement : .....

.....

..... (1)

Le (la) soussigné(e) ..... (2)

Chef de l'établissement susmentionné, certifie que .....

..... (3)

né(e) à ..... (4) ....., le ..... (5)

1° a suivi du ..... au ..... (6)

les cours de la classe-passerelle organisée en vertu du décret du 14 juin 2001 relatif à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° a présenté, avec succès, l'épreuve d'intégration, devant le conseil d'intégration visé à l'article 10, § 2, du même décret;

3° peut être admis(e) dans la ..... (7) année d'étude de la subdivision, forme d'enseignement et section suivantes :

La (les) subdivision(s)	De la forme d'enseignement	De la section
(8)	(9)	(10)

il (elle) atteste que toutes les prescriptions légales et réglementaires ont été respectées.

Donné à ..... (11), le ..... (12)

Sceau de l'établissement.

Le (la) chef d'établissement,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 portant application du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
J.-M. NOLLET,

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Instructions pour rédaction de l'annexe 1 :

(1) Dénomination réglementaire du siège de l'établissement suivie de l'adresse complète, la commune étant précédée du code postal. Quand un établissement dispose de différentes implantations, pourront ensuite être reprises les coordonnées du site ou de l'implantation où les cours ont été effectivement suivis, avec indication préalable du terme "site" ou "implantation".

(2) Le nom du chef d'établissement sera écrit en lettres majuscules et le prénom soit en lettres majuscules, soit en lettres minuscules, hormis la première lettre qui sera majuscule. Le nom précédera toujours le prénom.

(3) Le nom de l'élève sera écrit en lettres majuscules et le prénom en lettres minuscules, hormis la première lettre qui sera majuscule. Le nom précédera toujours le prénom.

(4) Le lieu de naissance sera repris en lettres majuscules : le nom du pays sera suivi, par notation entre parenthèses, du sigle de nationalité prévu pour ce pays sur la liste en annexe 46 de l'A.Gt du 22 octobre 1998 modifié par A.Gt du 19 avril 1999 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice. Ce sigle de nationalité sera le seul à être admis sur les différents titres.

il conviendra de se référer à la dénomination officielle du pays au moment de la délivrance du titre.

(5) Le mois sera dactylographié en toutes lettres. L'emploi de cachets dateurs n'est pas autorisé.

(6) La date du début et celle de la fin du passage de l'élève dans la classe passerelle sont indiqués selon les modalités de la note n°4.

(7) L'année d'étude est indiquée en toutes lettres.

(8) L'orientation d'étude dans l'enseignement de type I ou la section dans l'enseignement de type II.

(9) Général, Technique, Artistique ou Professionnel

(10) Transition ou qualification ( L'enseignement général est toujours de transition, l'enseignement professionnel est toujours de qualification)

(11) Commune où est situé le siège de l'établissement

(12) Le mois sera dactylographié en toutes lettres. L'emploi de cachets dateurs n'est pas autorisé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 portant application du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
J.-M. NOLLET,

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

—  
VERTALING

N. 2001 — 2314

[C — 2001/29334]

**19 JULI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt, inzonderheid op de artikelen 6, § 3, 10, § 1, lid 1, en 11, § 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juli 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de onderwijsinrichtingen die nieuwkomers onthalen de mogelijkheid te bieden zo snel mogelijk de hulpmaatregelen te genieten die bepaald zijn bij het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt;

Gelet op het advies van de Raad van State 31.977/2/V, gegeven op 17 juli 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs en van de Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 juli 2001,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. De onderwijsinrichtingen die een overgangsklas wensen te organiseren met toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt, dienen hun aanvraag in vóór 1 maart van het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor de organisatie van een overgangsklas wordt overwogen.

De aanvraag wordt met redenen omkleed en bevat onder meer de volgende elementen :

- 1° het onthaal-, oriëntatie- en integratieproject van de nieuwkomers,;
- 2° de eventuele ervaring van de onderwijsinrichting terzake;
- 3° de eventuele samenwerkingsbanden met andere onderwijsinrichtingen;
- 4° de toegankelijkheid van de onderwijsinrichting voor de nieuwkomers.

De aanvraag wordt naar de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs gezonden.

§ 2. In de veronderstelling dat, bij toepassing van artikel 6 van voormeld decreet van 14 juni 2001, het advies van de Algemene Raad voor het basisonderwijs of van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs vereist is, brengen deze raden dat advies uit vóór 1 april. Zij zenden het onverwijld door naar de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs.

§ 3. Vóór 1 mei zendt de Directeur-Generaal voor het verplicht onderwijs een algemeen voorstel door naar de Regering, die haar beslissing neemt.

**Art. 2.** De integratieraad bedoeld bij artikel 10, § 1 van het voormeld decreet van 14 juni 2001 bestaat, naast de directie van de school, uit de leerkrachten belast met de overgangsklas, uit de klastitularissen van de cyclus die overeenstemt met de leeftijd van de leerling en uit de onderwijzers/onderwijzeressen belast met de leergang ter aanpassing aan de taal van het onderwijs.

De integratieraad raadpleegt de personen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen over de nieuwkomer.

Hij betreft bij zijn beraadslagingen, met raadplegende stem, ten minste een lid van het psycho-medisch-sociaal centrum indien deze aan het onthaal, de oriëntatie en de integratie van de nieuwkomer heeft deelgenomen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** Het model van het toelatingsattest bedoeld bij artikel 11, § 4, van voormeld decreet van 14 juni 2001 wordt bepaald in bijlage 1.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 1 dienen de onderwijsinrichtingen die een overgangsklas wensen in te richten vóór 31 juli 2001 een met redenen omklede aanvraag bij ter post aangetekende brief in voor het schooljaar 2001-2002 bij de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs.

In de veronderstelling dat, bij toepassing van artikel 6 van voormeld decreet van 14 juni 2001, het advies van de Algemene Raad voor het basisonderwijs of van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs vereist is, brengen die raden dat advies uit vóór 23 augustus 2001. Zij zenden het onverwijld door naar de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs.

De Directeur-Generaal voor het verplicht onderwijs legt een algemeen voorstel voor aan de Regering die zijn beslissing neemt.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2001.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

## Bijlage 1

## FRANSE GEMEENSCHAP VAN BELGIË

## SECUNDAIR ONDERWIJS

## TOELATINGSATTEST

Benaming van de zetel van de inrichting : .....

.....

..... (1)

Ondergetekende ..... (2)

Hoofd van voormelde inrichting, verklaart dat .....

..... (3)

geboren te ..... (4) ....., op ..... (5)

van ..... tot ..... (6)

1° de leergangen van de overgangsklas, georganiseerd krachtens het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt, heeft gevolgd;

2° met goed gevolg de integratieproef heeft afgelegd voor de integratieraad, bedoeld bij artikel 10, § 2, van hetzelfde decreet;

3° in het ..... (7) studiejaar van het onderdeel mag toegelaten worden, volgende onderwijsvorm en afdeling :

Het (de) onderdeel (onderdelen)	Van de onderwijsvorm	Van de afdeling
(8)	(9)	(10)

Hij (zij) verklaart dat alle wettelijke en reglementaire voorschriften werden nageleefd.

Gegeven te ..... (11), op ..... (12)

Stempel van de inrichting.

Het hoofd van de inrichting.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 houdende toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

Instructies voor het invullen van bijlage 1 :

(1) Reglementaire benaming van de zetel van de inrichting gevolgd door het volledig adres; het postnummer gaat de gemeente vooraf. Wanneer een inrichting over verschillende vestigingsplaatsen beschikt, mogen het adres en verdere gegevens van het oord of de vestigingsplaats waar de leergangen effectief werden gevolgd daarna vermeld worden, met voorafgaande aanduiding van het woord « oord » of « vestigingsplaats ».

(2) De naam van het hoofd van de inrichting wordt in hoofdletters geschreven en de voornaam hetzij in hoofdletters, hetzij in kleine letters, behoudens de eerste letter die een hoofdletter moet zijn. De naam gaat altijd de voornaam vooraf.

(3) De naam van de leerling wordt in hoofdletters geschreven en de voornaam in kleine letters, behoudens de eerste letter die een hoofdletter moet zijn. De naam gaat altijd de voornaam vooraf.

(4) De geboorteplaats wordt in hoofdletters vermeld : de naam van het land wordt tussen haakjes gevolgd door de afkorting van de nationaliteit bepaald voor dat land op de lijst als bijlage 46 bij het besluit van de Regering van 22 oktober 1998, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 april 1999 betreffende de attesten, verslagen, getuigschriften en brevetten uitgereikt tijdens de secundaire studies met volledig leerplan. Die afkorting van de nationaliteit is de enige die toegelaten is op de verschillende bekwaamheidsbewijzen.

Het komt er dus op aan zich te vergewissen van de officiële benaming van het land op het ogenblik dat het bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt.

(5) De maand wordt in volle letters getypt. Het gebruik van datumstempels is niet toegelaten.

(6) De data van het begin en van het einde van de overstap van de leerling naar de overgangsklas worden vermeld volgens de modaliteiten van nota nr. 4.

(7) Het studiejaar wordt in volle letters vermeld.

(8) De studieoriëntatie in het onderwijs van type I of de afdeling in het onderwijs van type II.

(9) Algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs.

(10) Overgang of kwalificatie (Het algemeen onderwijs is steeds overgangsonderwijs, het beroepsonderwijs is steeds kwalificatieonderwijs).

(11) Gemeente waar de zetel van de inrichting gevestigd is;

(12) De maand wordt in volle letters getypt. Het gebruik van datumstempels is niet toegelaten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 houdende toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE